

Priorités du gouvernement de Vicente Fox

ARELI SANDOVAL TERÁN¹



Afin de générer davantage de ressources pour le développement social, le Président mexicain Vicente Fox a promu une réforme fiscale régressive au cours de l'année 2001. L'objectif réel était de réaliser à n'importe quel prix une baisse du niveau de la dette publique, comme l'exigeaient les agences de financement internationales. Alors que le développement social n'est pas une priorité, le paiement et l'amortissement de la dette publique sont assurés.

Les critères du Président Fox

Dans les *Critères Généraux de la Politique Economique 2002*², le gouvernement fédéral explique le ralentissement actuel de l'économie mexicaine par les liens commerciaux et financiers étroits avec les Etats-Unis et la synchronie croissante des tendances des deux économies. La situation économique du Mexique est, dans une large mesure, déterminée par l'évolution du cycle économique mondial qui, à son tour, est principalement déterminée par la performance de l'économie américaine. Dans ce cadre, les principaux points de la stratégie proposée dans les *Critères généraux* sont: la discipline fiscale, l'exécution responsable, transparente et efficiente des dépenses publiques et la promotion des réformes structurelles nécessaires pour renforcer la base de l'économie.

Selon les *Critères généraux*, le principal défi auquel sera confrontée la politique économique mexicaine durant l'année 2002 sera de reconquérir les emplois perdus en 2001, en restaurant le dynamisme au sein d'une économie mondiale incertaine et instable. Les objectifs macroéconomiques du gouvernement Fox pour 2002 sont, avant tout, d'accélérer le rythme de l'activité économique, générant des emplois formels et augmentant le revenu réel des familles. Il propose en particulier d'atteindre un taux réel de croissance du PIB de 1,7% par an. Le deuxième objectif est de réduire l'inflation. En étroite coordination avec la Banque du Mexique, la politique fiscale contribuera à maintenir les hausses annuelles des prix en-dessous de 4,5% par an. En troisième lieu, la balance des comptes extérieurs du pays doit être maintenue à des niveaux modérés et sains. Sur la base des prévisions de croissance économique au Mexique et aux Etats-Unis ainsi que des cours internationaux du pétrole, l'on estime que la position de la balance des paiements affichera en 2002 un déficit équivalent à 3,5% du PIB.

Bien que le gouvernement Fox reconnaisse qu'il existe au Mexique de sérieuses inégalités entre différents groupes ethniques, régions et générations, il affirme qu'il manque de ressources pour promouvoir et renforcer les programmes sociaux qui prennent en compte les besoins les plus pressants du pays, tels que la réduction de la pauvreté, l'alimentation, l'éducation, le logement, la santé, le développement rural, les infrastructures et la justice. Pour générer davantage de ressources pour le développement social, Fox a promu une réforme fiscale en 2001. Les coûts sociaux de cette réforme ne sont que partiellement reconnus et comprennent une indemnité d'un montant ridicule pour les familles à plus faible revenu.

De nombreux secteurs ont contesté la proposition de l'exécutif. Du point de vue des organisations de promotion des droits économiques et sociaux, la

réforme fiscale est régressive en ce qui concerne les droits fondamentaux tels que la santé, l'alimentation, l'éducation, la culture, le logement et la jouissance du progrès scientifique et technologique, dans la mesure où elle applique une TVA (taxe sur la valeur ajoutée) de 15% sur les médicaments, les vivres, les livres, la scolarisation, les transports et le revenu. Si cette réforme est adoptée, le Mexique enfreindra plusieurs articles de la Convention internationale sur les droits économiques, sociaux et culturels dont il est partie depuis 1981 et qui l'oblige à accroître progressivement ses dépenses sociales, à répartir plus équitablement la richesse et à lutter contre la concentration croissante des revenus entre les mains de quelques individus. Cette hausse de la taxe sur la valeur ajoutée aura un énorme impact social, tandis que son impact économique sera très faible puisqu'elle ne générera que l'équivalent de 1,7% du PIB en ressources supplémentaires.

Un meilleur moyen d'augmenter les ressources nationales pour le développement serait d'élargir la base d'imposition par une taxe sur les produits de luxe et les capitaux spéculatifs nationaux et étrangers, qui génèrent d'énormes profits privés, mais pas d'avantages sociaux. De fait, la proposition pour une taxe sur les transactions monétaires est l'une des idées qui seront discutées lors de la Conférence internationale sur le financement du développement.

L'objectif réel de la réforme fiscale promue par le gouvernement Fox est de réaliser à n'importe quel prix une baisse du niveau de la dette publique, pour satisfaire aux exigences d'ajustements structurels des institutions financières internationales (IFI), ajustements qui sont appliqués au Mexique depuis 20 ans maintenant et ont aggravé les conditions de vie de millions de Mexicains. Selon les économistes de l'Université Autonome Métropolitaine (UAM), les IFI «ont pratiquement prévu le programme pour les six années de pouvoir de Fox»³, en faisant du remboursement de la dette extérieure la priorité de la politique économique.

TABLEAU 1

Indicateurs de la dette extérieure et intérieure			
En % du PNB	2000	2001*	2002*
Dette extérieure totale	26,0	24,8	23,5
Dette extérieure du secteur public	14,7	13,8	12,5
Dette extérieure du secteur privé	11,3	11,1	11,0
En % des exportations de biens, services et transferts			
Dette extérieure totale	119,0	123,7	118,3
Service de la dette extérieure totale	42,1	31,6	26,5
Service de la dette extérieure publique	26,0	16,1	12,1

* Prévisions du FMI. Source: www.imf.org

1 Coordonnateur de Contrôle Citoyen Mexique, DECA Citizen Diplomacy Programme, Equipe Pueblo, A.C., une organisation membre du Comité d'organisation du Forum mondial: Financement pour le droit au développement durable et équitable «pour une répartition juste des richesses», Mexique, 14-16 mars 2002, avant le Financement du développement.

2 *Criterios Generales de Política Económica Para 2002* (Critères généraux de la politique économique 2002), in www.shcp.gob.mx

3 Juan Moreno Pérez, Professeur à l'UAM, cité par Augustin Vargas Jiménez dans «El gobierno se doblega ante el FMI», hebdomadaire mexicain *Proceso*, No. 1305, 4 novembre 2001, p. 39.

Approbation du FMI

Dans le dernier rapport du FMI sur le Mexique (Consultation sur l'Article IV)⁴, le Fonds a félicité le gouvernement mexicain pour ses réductions des dépenses publiques et son engagement à procéder à d'autres réductions si nécessaire, afin de réduire le déficit (paragraphe 49). Le FMI a également salué la proposition de réforme fiscale (paragraphe 51) et a indiqué que, sans cela, la dette publique augmenterait et l'économie serait plus vulnérable aux pressions externes et aux fluctuations des cours du pétrole (paragraphe 52).

Pour sa part, la Banque mondiale, dans sa Stratégie d'aide aux pays – *Country Assistance Strategy* – (CAS) pour 1999-2000, a indiqué les réformes structurelles que le gouvernement mexicain devrait promouvoir pour obtenir l'appui de la Banque: réformes fiscales et financières, réformes du secteur de la santé de l'Institution de sécurité sociale des travailleurs publics, et réformes du travail⁵. Ces réformes sont financées par le biais d'un portefeuille contenant 23 projets qui comportent des objectifs tels que la réduction directe de la pauvreté.

Pour ce qui concerne la situation du pays en termes de disponibilité, d'affectation et de répartition des ressources du développement, le Projet de budget des dépenses 2002 soumis par le président de la République à la chambre des députés en novembre 2001 pour examen et adoption, prévoit des dépenses totales nettes de 1 410 654,4 de millions de pesos mexicains (environ 153 milliards de dollars US, au taux de change de 9,2 pesos pour un dollar), ce qui représente une croissance réelle de 0,3% seulement au cours de l'année précédente, et en pourcentage du PIB, une baisse de quatre dixièmes de point de pourcentage.

Les dépenses projetées (y compris les dépenses sociales) seront de 980 095,7 millions de pesos (environ 106,5 milliards de dollars US), ce qui représente une réduction réelle de 1% par rapport aux prévisions pour le bouclage de l'année en cours. En pourcentage du PIB, les dépenses projetées baisseront de 16,3% à 15,9%. Ces dépenses représentent 69,47% des dépenses nettes totales.

Réduction des dépenses sociales

Les dépenses au titre du développement social et humain sont fixées à 592 091,7 millions de pesos (64,3 milliards de dollars US), ce qui représentera 60,4% des dépenses projetées et 41,97% des dépenses nettes totales. Cependant, le Projet de budget des dépenses 2002 a réduit les dépenses sociales, par rapport à l'année précédente, «de 10,7% à 9,6% du PIB, sous réserve d'une réforme fiscale qui, même si elle devait être adoptée telle quelle, aurait un impact insignifiant sur les recettes si l'on considère qu'actuellement, le revenu de l'impôt représente 11% du PIB et que tout au plus, ce chiffre augmenterait à 13%»⁶. Les plus gros transferts budgétaires se trouvent au niveau de l'amortissement bancaire (0,7% du PIB en 2002 et un dixième de point de pourcentage par an à partir de 2003, «une prévision validée par le FMI»)»⁷.

Conditions appliquées dans le domaine de la santé

De nombreux programmes du secteur de la santé dépendent d'un prêt de 350 millions de dollars US s'étalant sur les cinq prochaines années, devant être accordé par la Banque mondiale à condition que soit adoptée la réforme fiscale mentionnée ci-dessus. Ainsi, des actions telles que la santé et l'alimentation pour les populations autochtones, la prévention du VIH/SIDA, la consolidation d'une plus grande couverture et la proposition visant à mettre en place un programme d'assurance pour les populations, seraient sérieusement limitées. Les régions et les municipalités où 13,6 millions d'individus vivent dans la pauvreté extrême cesseraient de bénéficier de prestations.⁸

Education: l'amortissement bancaire d'abord

L'éducation est le centre de la politique de développement humain et social du gouvernement Fox, selon le Plan National de Développement 2001-2006. Cependant, il est prévu des dépenses de 50 milliards de pesos au titre de l'enseignement supérieur pendant la période de six ans, alors que 70 milliards seront dépensés au titre de l'amortissement bancaire rien qu'en l'espace de deux ans.⁹ Le Projet de budget des dépenses 2002 prévoit une réduction à hauteur de 2,5 milliards de pesos dans l'enseignement supérieur, soit une baisse de 3,3%. En Sciences et Technologie, la réduction représente près de 18%.¹⁰ A titre d'exemple, le budget de l'Institut Polytechnique National sera réduit de 7,49% pour 2001, et celui de l'Université Autonome Métropolitaine de 8,26%. Avec ces réductions, l'objectif d'investir 8% du PNB dans l'enseignement ne sera pas atteint. Les réductions des dépenses au titre de l'enseignement supérieur provoqueront non seulement des problèmes avec les travailleurs, par exemples des vagues de grèves dans les universités à cause des retenues de 4,5% sur les salaires annoncées par le Secrétariat des Finances et du Crédit Public, mais aussi des investissements plus faibles dans la recherche et le développement scientifique et technologique.¹¹

Les réductions budgétaires affectent les populations autochtones

L'Institut national des populations autochtones verra son budget 2002 réduit de 6%, affectant essentiellement les services de la Justice qui avaient demandé une augmentation de 200%. Parallèlement à cela, il y aura aussi des réductions de personnel; le programme d'assistance pour faire libérer les autochtones de prison dans les divers Etats sera limité, les conseils et la défense juridique dans les affaires d'abus seront réduits, et les accords avec 263 organisations autochtones, ONG et groupes académiques du pays seront affectés.¹²

Le gouvernement Fox doit remplir ses obligations concernant les questions sociales, en affectant prioritairement les ressources disponibles à la politique sociale. Le développement social ne saurait dépendre de la réalisation de l'investissement national et étranger, si nécessaire fut-il, alors qu'avec les revenus générés par le peuple mexicain, nous assurons l'amortissement bancaire et le remboursement de la dette à temps.

Enfin, aucun plan de financement du développement ne sera pleinement efficace tant que la globalisation, qui sape sérieusement les droits économiques, sociaux et culturels des peuples du Mexique et du monde, restera le modèle financier. En raison de leur principe d'équité et de justice, les droits humains doivent être le fondement de la politique économique. ■

DECA Equipo Pueblo, AC - Programa Diplomacia Ciudadana
(DECA Equipe Pueblo - Programme diplomatie citoyenne)
<pueblodip@laneta.apc.org>

4 Rapport pays No. 01/190 Mexique: Consultation sur l'Article IV, 2001 - Rapport du personnel. Déclaration du personnel, Note d'information publique sur les discussions du Conseil Exécutif et déclaration du Directeur Exécutif pour le Mexique, Octobre 2001, à: www.imf.org

5 Rapport pays No. 01/190, *op cit.* p. 46.

6 Armando Labra M. «Budget terror; macabre talent». *La Jornada*, quotidien national, 26 novembre 2001, p. 35.

7 Juan Moreno Pérez, *op.cit.*

8 Angeles Cruz, «Financial conditions for the signature of a WB loan for health, tied to the adoption of the tax reform», *La Jornada*, quotidien national, 26 novembre 2001, p. 30.

9 Karina Avilés. «The Fox government does not fulfill the education law». *La Jornada*, quotidien national, 26 novembre 2001, p. 29.

10 *La Jornada*, 29 novembre 2001, p. 16.

11 *Ibid.* p. 15.

12 *La Jornada*, 10 décembre 2001, p. 13.